

Intervention unitaire début de manif du 28 octobre
(Nicole DEDIEU)

Savez-vous chers Camarades et chers Amis que nous ne devrions plus être là, ensemble, à manifester ?! Monsieur FILLON, dans sa grande sagesse, nous l'a pourtant dit et répété « la phase de démocratie politique est achevée, le mouvement n'a plus de sens ». Il s'est même élevé « contre l'intimidation, le blocage et la violence » des grévistes qui seraient la « négation de la démocratie et du pacte républicain », ajoutant que « personne » n'avait « le droit de prendre en otage un pays tout entier ».

N'aurions-nous toujours pas compris, à force de pédagogie gouvernementale, qu'il fallait accepter de mourir au travail ?

Madame PARISOT, qui a revendiqué publiquement la maternité du projet de loi sur les retraites, nous a pourtant grondé en disant « qu'il fallait que le climat s'apaise, et que nous retournions sur terre, même si cela occasionnait quelques convulsions », cette chère Madame PARISOT relayée d'ailleurs par son homologue de la CGPME qui lançait dernièrement un cri d'alarme parce que, selon lui, « nous n'avons pas les moyens, aujourd'hui, après la crise économique que nous venons de vivre, de supporter des grèves qui durent longtemps. » Quant au Préfet de Région SAPIN, qui visiblement se préoccupe de notre santé mentale, aurait-il donc raison quand il assène, écoutez bien, que notre comportement « relève de l'analyse psychiatrique et que les syndicats devraient se faire conseiller par des psys ».

En clair, cher Camarades, chers Amis, après nous avoir expliqué que nous étions des ânes bâtés, puis des moutons bêlants, nous serions aujourd'hui des animaux, non pas malade de la peste, mais malades tout court. Nous ne serions donc, ni plus ni moins, que le petit bestiaire des grands penseurs gouvernementaux et des philosophes de la haute finance.

Mais que faisons-nous donc là à faire nos mauvaises têtes, à refuser de rentrer dans le rang de l'injustice, du déni de démocratie,

nous, et la grande majorité des français qui continue de soutenir le mouvement social et approuve les grèves.

Medef et gouvernement peuvent toujours trafiquer le nombre de manifestants, mentir sur les risques de pénurie d'essence, jouer la montre pour cause de vacances, lacrymogéner, tabasser les jeunes et les moins jeunes, réquisitionner par la force pour en finir avec le droit de grève comme ils veulent en finir avec la retraite à 60 ans à taux plein, tout cela, ne leur en déplaît, place Medef et gouvernement face à une réalité incontournable : la fuite en avant autoritaire ne bride en rien l'énergie du mouvement social, nous en faisons, ensemble, une nouvelle fois, la preuve aujourd'hui.

Malgré les coups de force comme à la raffinerie de Grandpuits, malgré les coups de force antiparlementaires, gouvernement et Medef, s'enferment, s'empêtrent dans le mépris du monde du travail qui s'exprime démocratiquement, qui se bat, sans relâche, pied à pied, contre une réforme des retraites dont il ne veut pas !

Les salariés, retraités et privés d'emploi l'ont bien compris, le gouvernement ne défend pas, sous le sceau de l'urgence, une retraite solidaire. Il répond aux demandes du capital bancaire, assurantiel et financier pour lui offrir sur un plateau d'argent la retraite et la protection sociale toute entière ! Voilà bien le fond de leur affaire !

Alors, si personne dans ce combat ne doit perdre de vue le dossier des retraites, pointe avancée de la destruction sociale, il est évident que la contestation va bien au-delà. Oui, une majorité de français refusent toujours l'idée que lui soit imposée une régression sociale généralisée.

Même si pouvoir et patronat entendent faire comme si, rien, absolument rien n'est réglé ! Révolte, refus de l'injustice, rencontre intergénérationnelle, expérience inédite de lutte dans la France du 21^{ème} siècle, il nous appartient à tous de faire que cela continue, il nous appartient à tous que cela soit un commencement.

